

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/44

18 octobre 1995

(95-3156)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LA ROUMANIE¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 octobre 1995.

1. Quelles sont les dispositions du Règlement (pages 9-36) approuvé par l'Arrêté commun n° 128 qui s'appliquent aux mesures de sauvegarde? En particulier, lesquels des articles 2 à 13 sont applicables? Si seuls les articles premier, 14 et 15 du Règlement le sont, quelles directives sont données à la Commission pour assurer la conformité avec l'Accord sur les sauvegardes?
2. A l'article 14.1 du Règlement (page 22) il est question d'"un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents". Dans le cadre de la législation en vigueur, cette disposition doit-elle être interprétée comme ayant le même sens que l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, lequel prévoit qu'il doit y avoir "un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents"? Si c'est le cas, comment la Roumanie définirait-elle "la branche de production nationale"?
3. L'article 14.2 du Règlement (page 22) dispose que "[l]a détermination de l'existence d'un préjudice ou d'une menace de préjudice grave pour les producteurs nationaux peut être effectuée par la Commission, d'office ou à la demande des producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents ou de leurs associations". Cela signifie-t-il simplement qu'une enquête peut être engagée d'office par la Commission, ou est-ce que la Commission peut effectuer une détermination sans procéder à une enquête publique?
4. Au deuxième paragraphe de l'Arrêté commun n° 128 (page 8), les mesures de sauvegarde apparaîtraient comme une protection contre des "exportations effectuées à des prix inférieurs aux prix pratiqués sur le marché intérieur". Est-ce une condition nécessaire aux fins de mesures de sauvegarde? Est-ce une condition suffisante pour établir l'existence d'un lien de causalité avec le dommage ou la menace de dommage?
5. L'article premier du Règlement (page 9) mentionne une protection contre des "importations dont le volume ou les modalités portent ou menacent de porter un préjudice grave". Que signifie le terme "modalités" et en quoi cela justifie-t-il une mesure de sauvegarde?

¹G/SG/N/1/ROM/1.

6. En quoi les articles 9 à 12 du Décret (pages 3-4) visant les prix à l'exportation concernent-ils les mesures de sauvegarde?
7. Quelles sont les directives données à la Commission pour faire en sorte que ses recommandations soient conformes à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes concernant l'application des mesures?
8. Des mesures de sauvegarde provisoires peuvent-elles être imposées et, dans ce cas, au titre de quelle disposition de la législation notifiée?